

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 15 DU 2 NOVEMBRE 2010
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2011
(HAUTE-NORMANDIE)

NOR : ASET1150592M

IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FFIE de Seine-Maritime ;

La FFB de Haute-Normandie ;

La CAPEB de Haute-Normandie,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Haute-Normandie.

Article 2

Les parties signataires du présent avenant n° 15 à l'accord régional du 11 janvier 1991 ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, applicable au 1^{er} janvier 2011.

Barème des salaires mensuels minimaux

Base 35 heures hebdomadaires ou 151,67 heures par mois

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimum
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		
– position 1	150	1 373
– position 2	170	1 384
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 472
Niveau III		
Compagnons professionnels :		
– position 1	210	1 587
– position 2	230	1 694
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :		
– position 1	250	1 842
– position 2	270	1 964
Rappel : aucune rémunération mensuelle brute ne doit être inférieure au Smic en vigueur.		

Article 3

Conformément au code du travail, le présent avenant n° 15, auquel pourra adhérer toute organisation syndicale non signataire, sera déposé au secrétariat des conseils de prud'hommes, ainsi qu'à la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Toute organisation non signataire adhérera au présent accord par simple déclaration au secrétariat des conseils de prud'hommes et en avisera les organisations signataires par lettre recommandée.

Article 4

Les parties signataires conviennent que si pendant la durée d'application de cet accord des modifications législatives, conventionnelles ou réglementaires étaient mises en place et influaient sur le calcul des salaires minimaux, il conviendrait, à la demande de l'une des parties, de se réunir et, le cas échéant, de renégocier les valeurs des salaires minimaux ouvriers fixées ce jour forfaitairement.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant n° 15 au ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 2 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)